

EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 06/2022 – 14

OBJET : AMENAGEMENT DE L'ESPACE
Définition de l'intérêt communautaire de la compétence obligatoire «
Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire »
Annule et remplace la délibération n° 11/2018 – 5 en date du 14 novembre 2018

L'An deux mille vingt-deux et le sept du mois de juin (07.06.2022) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 1^{er} juin 2022, s'est assemblé au foyer rural de Castelmayran, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président
M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président (jusqu'à la délibération n°18)
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente
M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué
M. CRUBILÉ Jean-Luc - M. DUPUY Guy (jusqu'à la délibération n°19) - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - Mme BETIN Nadia - M. DURRENS Serge - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. LABORIE Michel - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - Mme DELZERS Monique - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mr POUGNAND Jérôme - Mme M'BAMBI MATALE Claudine - Mme GAYET Stéphanie - Mme LOPEZ Sophie - M. LOURMEDE Guy - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente
M. KOZLOWSKI Eric
Mme CARDONA Muriel
M. FERAL Jean-Philippe
Mme PAYSSOT Céline
M. REMIA Alex
M. EIDESHEIM David
M. BON Philippe
Mme CAVERZAN Martine
M. COULOM Michel
Mme LAFFINEUR Nicole

a donné procuration à Marie-Thérèse VISSIERES-DELVOLVE
a donné procuration à Jean-Philippe BESIERS
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à Nadia BETIN
a donné procuration à Jean-Philippe BESIERS
a donné procuration à Marie-Christine PECCOLO
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à André ANGLES
a donné procuration à Dominique BRIOIS
a donné procuration à Dominique BRIOIS
a donné procuration à Danièle SCHATTEL

ABSENTS EXCUSES :

M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président (à partir de la délibération n°19)
M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président
M. DUPUY Guy (à partir de la délibération n°20)
M. PUCHOUAU Pierre
M. THIERS Jean-Christophe
Mme HEMMAMI Estelle
Mme CAVALIÉ Marie
M. USSEGLIO Philippe

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme TRESSSENS Christiane
M. BOUTINES Gilbert
M. PAILLAS Alain
M. BOUSQUET Franck

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Georgette AVARELLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

La notion d'intérêt communautaire « s'analyse comme la ligne de partage au sein d'une compétence entre les domaines d'action transférés à la communauté et ceux qui demeurent au niveau communal ».

L'intérêt communautaire est donc une clef de répartition dans l'exercice des compétences. Définir l'intérêt communautaire revient à distinguer, dans une compétence donnée, les actions et les équipements qui continueront à relever du niveau communal, de ceux qui, par leur étendue, leur contenu, leur objet stratégique, leur dimension financière ou leur rayonnement sur le territoire intercommunal, doivent être gérés par la Communauté, et donc lui être transférés.

La notion d'intérêt communautaire doit donc être comprise, pour les domaines concernés, comme un élément complémentaire de la rédaction statutaire des compétences de la Communauté.

L'intérêt communautaire est déterminé par l'assemblée délibérante de l'EPCI à la majorité qualifiée des deux tiers. L'intérêt communautaire doit être fixé dans un délai maximum de deux ans suivant le transfert de la compétence ou de la fusion ; à défaut, la Communauté sera compétente pour l'intégralité de la compétence transférée.

La définition de l'intérêt communautaire d'une compétence par une délibération spécifique distincte des statuts permet une plus grande souplesse pour faire évoluer la ligne de partage. C'est l'objet de la présente délibération.

La présente délibération porte sur la compétence obligatoire « Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ».

Par la délibération n° 11/2018 – 5 du 14 novembre 2018, l'intérêt communautaire a été défini comme suit :

- **Élaboration du Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) et mise en œuvre pour les actions relevant de ses compétences ;**
- **Approbation et coordination des plans d'action du schéma des modes doux sur le périmètre de Terres des Confluences ;**
- **Acquisitions et réserves foncières indispensables pour l'accomplissement des compétences communautaires et équipements communautaires.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 06/2022 – 12 en date du 7 juin 2022 relative à la modification n°4 des statuts de la Communauté de Communes « Terres des Confluences » ;

Vu l'avis de la conférence des maires du 31 mai 2022 ;

Considérant qu'un schéma des modes doux a été élaboré sur le périmètre de l'ancienne Communauté de Communes Terres de Confluences et que des plans d'action ont été définis ;

Considérant les compétences de la Communauté de Communes, nécessitant des acquisitions foncières ;

Considérant que pour plus de cohérence, il convient de supprimer de la délibération n°11/2018 – 5 en date du 14 novembre 2018 relative à la définition de l'intérêt communautaire de la compétence obligatoire « Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire », l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et mise en œuvre pour les actions relevant de ses compétences et de l'ajouter à la compétence « Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie, prévue à l'article L. 5214-16 du CGCT » ;

En complément de ces réajustements, il est nécessaire d'ajouter, dans l'intérêt communautaire de la compétence obligatoire « Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire », les éléments figurant dans la modification n°3 des statuts de la communauté de communes, à savoir :

Aménagement numérique – Réseaux et services locaux de communications électroniques définis à l'article L.1425-1 I du CGCT :

- Établissement et exploitation sur son territoire des infrastructures et des réseaux de communications électroniques, au sens des 3° et 15° de l'article L. 32 du code des postes et des communications électroniques.
- À ce titre, la Communauté de Communes peut :
 - acquérir des droits d'usage à cette fin ou acheter des infrastructures ou des réseaux existants,
 - mettre de telles infrastructures ou réseaux à la disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants,
 - fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals (en cas d'insuffisance d'initiatives privées propres à satisfaire les besoins des utilisateurs finals et après en avoir informé l'Autorité de régulation des communications électroniques).

En effet, ces éléments relèvent de la définition de l'intérêt communautaire et ne doivent donc pas figurer directement dans les statuts.

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **définit** l'intérêt communautaire de la compétence obligatoire « Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire » comme suit :
 - **Approbation et coordination des plans d'action du schéma des « modes doux » sur le périmètre de Terres des Confluences ;**
 - **Acquisitions et réserves foncières indispensables pour l'accomplissement des compétences communautaires et équipements communautaires ;**
 - **Aménagement numérique – Réseaux et services locaux de communications électroniques définis à l'article L.1425-1 I du CGCT :**
 - Établissement et exploitation sur son territoire des infrastructures et des réseaux de communications électroniques, au sens des 3° et 15° de l'article L. 32 du code des postes et des communications électroniques.
 - À ce titre, la Communauté de Communes peut :
 - acquérir des droits d'usage à cette fin ou acheter des infrastructures ou des réseaux existants,
 - mettre de telles infrastructures ou réseaux à la disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants,
 - fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals (en cas d'insuffisance d'initiatives privées propres à satisfaire les besoins des utilisateurs finals et après en avoir informé l'Autorité de régulation des communications électroniques).
- **autorise** Monsieur le Président à accomplir tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AR Prefecture

082-200066322-20220610-DEL06202214-DE

Reçu le 10/06/2022
Publié le 10/06/2022
Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Préfecture le : 10/06/2022

Publication le : 10/06/2022

Notification le :

Membres en exercice : 62

Présents : 41

Votants : 52

Adoptée à l'unanimité des votants

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

D. Briois

D. BRIOIS

